

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

# INFORMATIONS OUVRIÈRES

n° 644

semaine du  
4 au 10 mars 2021

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT **POI**

Site : [infos-ouvrieres.fr](http://infos-ouvrieres.fr) / mail : [informations-ouvrieres@fr.oleane.com](mailto:informations-ouvrieres@fr.oleane.com)



## Mensonges et imposture d'un gouvernement qui refuse de soigner

Page 2

Lundi 1<sup>er</sup> mars, environ 250 personnes ont manifesté devant l'hôpital de Vichy, dans l'Allier, à l'appel de l'intersyndicale FO, CGT et Unsa.

« Assez de l'austérité !  
Nous exigeons des embauches »



Page 3

Dépistage des cancers :  
la duplicité de Macron

Près 100 000 cancers n'ont pas été dépistés l'an dernier, en partie faute de lits hospitaliers disponibles, alors que Macron, qui annonce « un million de dépistages en plus » dans les prochaines années, poursuit l'étranglement des hôpitaux.

Le gouvernement entend  
sabrer dans l'indemnisation  
du chômage dès le 1<sup>er</sup> juillet

La ministre du Travail Élisabeth Borne a annoncé, ce 2 mars, sa décision de « maintenir le cap de la réforme » de l'assurance chômage, dont l'application avait été différée. Dès le 1<sup>er</sup> juillet, le calcul du montant de l'allocation sera revu. D'après l'Unedic, quatre allocataires sur dix en feront les frais, soit environ 850 000 personnes. En moyenne, leur allocation fondra de 22 %.

L'état  
d'urgence,  
ça suffit !

C'était il y a un an. Samedi 29 février 2020 : Édouard Philippe, alors Premier ministre, dégage l'arme du 49-3 à l'Assemblée nationale pour passer en force son projet de loi pulvérisant tout le système des retraites existant depuis 1945. La décision avait été prise quelques heures plus tôt au cours d'un Conseil de défense puis d'un Conseil des ministres censé être consacré aux mesures d'urgence face à l'épidémie de Covid-19.

Un an plus tard, c'est toujours le Conseil de défense, organisme de type militaire dirigé par Macron qui est aux commandes.

Mercredi 3 mars, il doit de nouveau annoncer des mesures concernant vingt départements alors que Dunkerque et le département des Alpes-Maritimes subissent déjà un confinement le week-end (...).

Dans la population, c'est le ras-le-bol qui domine contre le gouvernement, ses restrictions, ses ordres et contre-ordres absurdes (...). ■

Page 4

Salaires, licenciements  
Ébullition dans les usines de Seine-Maritime

Page 5

Vidal tente la mise au pas des enseignants-chercheurs

M<sup>me</sup> Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, était jusqu'alors très discrète. Elle laissait son administration défendre ses projets comme la loi de programmation de la recherche, destructrice de la recherche publique, et ParcoursSup, qui organise la sélection des étudiants à l'entrée de l'université.

Avec ses déclarations sur « l'islamo-gauchisme », elle vient de monter en première ligne en lançant ce qui ressemble fort à une véritable chasse aux sorcières à l'université, puis dans l'ensemble de la société.

## « Non aux 1 607 heures ! »

AVIGNON (84) > Rassemblement et manifestation vendredi 19 février

La loi n° 2019-828 du 6 août 2019, dite loi de transformation de la Fonction publique, exige une application stricte de la durée de travail annuelle de 1 607 heures et donc l'abrogation des accords locaux, négociés au fil des ans, qui permettent une durée inférieure (une maigre contrepartie des salaires très bas de ces agents et de leurs contraintes de service). Certains exécutifs locaux, de toutes couleurs politiques, s'empressent de l'appliquer, d'où la multiplication des mobilisations parmi les agents.



Pour tout contact : [cnrr2017@gmail.com](mailto:cnrr2017@gmail.com)

**cnrr.fr**

### IRLANDE

## Des centaines de manifestants anti-confinement à Dublin



A Dublin, le 27 février.

DR

### ÉTAT ESPAGNOL

## Les mobilisations à Barcelone et leurs conséquences politiques

## « Confinement, couvre-feu, étouffement des parcelles de démocratie, de la culture, effondrement de la jeunesse : cela ne peut plus durer ! »

Samedi 27 février, une quarantaine de militants ont participé à la réunion départementale des comités de résistance de l'Hérault : « Nous appelons à prendre toutes les initiatives qui permettent de faire progresser cette revendication, cette aspiration, à tous les niveaux, pour la faire gagner. »

## Contre le fichage des militants par la police

## « Abrogation des décrets du 2 décembre 2020 ! »

■ Entretien avec **Michel Sidoroff**, initiateur de l'Appel des syndicalistes

JE M'ABONNE À

**INFORMATIONS  
OUVRIÈRES**

Par prélèvement mensuel : 5,80 euros

Pour consulter l'édition numérique d'IO (offre réservée aux abonnés par prélèvement mensuel), indiquez LISIBLEMENT votre adresse e-mail en CAPITALES

.....@.....

5 numéros "découverte" : 7 euros

Nom : ..... Prénom : .....

N° : ..... Nom de la voie : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Bulletin à renvoyer à : *Informations ouvrières*, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016, 75479 Paris Cedex 10.  
Chèque à l'ordre d'*Informations ouvrières*.